

collectif

MOUVEMENT SYNDICAL ET DYNAMIQUE SOCIALE

AC! *Lendemain de marche*

SANS FRONTIERES :

- Le syndicalisme et la fin de l'apartheid.
- Syndicats brésiliens et pouvoir d'Etat.
- Après « l'automne chaud » en Belgique.



Sommaire

Le numéro : 30 francs
Edité par l'association "Collectif"
Trimestriel
Directeur de publication : Léon Dion

ABONNEMENTS

Tarif normal : 120 francs
Tarif de soutien : 200 francs
Tarif réduit : 80 francs (bas revenus, smicards, chômeurs, étudiants)
Tarif de diffusion : 220 francs (envoi de deux exemplaires)
Chèques à l'ordre de Collectif, adresser à Collectif BP 74, 75960 Paris Cedex 20
Imprimeur : Rotographie 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil
Commission paritaire n° 69252.
Diffusé par Dif' Pop
Tél : (1) 45.32.06.23.

Dépot légal : 2^e trimestre 1994

COMITE DE REDACTION ET CORRESPONDANTS

Patrick Akhimoff
Michel Angot
Jean-Pierre Anselme
Danielle Banneix
Louis-Marie Barnier
Laurent Batsch
Henri Benoîts
Jean Boquet
Dominique Boury
Henri Célié
Isabelle Chauvenet
Philippe Cornelis
Marie Costas
Jeanne Couderc
Pierre Cours-Salies
Claude Debons
Michel Demars
Léon Dion
Marcel Donati
Alain Filou
Didier Gelot
Jean-Claude Genet
Dominique Guibert
Jean-Luc Heller
Charles Huard
Annette Jobert
Dominique Jussienne
Jean-Pierre Lemaire
Robert Linhart
Daniel Lisembard
Jean-Michel Longchal
Jean-Pierre Martin
Bruno Négroni
Pierre-Yves Rébérioux
Daniel Richter
Danielle Riva
Chantal Rogerat
Serge Roux
René Seibel
Serge Seninsky
Jean-Philippe Sennac
Jacky Toublet
Marie-Françoise Vabre
Yorgos Vlandas
Serge Volkoff
Philippe Zarifian

- PARLONS-EN**
1 AC! : quoi de neuf ? *Claire Villiers, Serge Volkoff*
- ENQUETE AU CŒUR**
3 Marche AC! : de nos histoires personnelles nous avons fait une aventure collective. *Propos recueillis par André Chameau*
- SUPERSTRUCTURES**
10 AC! La CGT, et le syndicalisme. *Jean-François Perraud*
- 11 CFDT : la direction confédérale a vu le diable.** *Pierre Cours-Salies*
- ENQUETE AU CŒUR**
12 AC! : Ce n'est qu'un début... *René Seibel*
- ARGUMENTS**
13 Un regard sociologique sur la compétence. *Propos de Marcelle Stroobants recueillis par Georges Ubbiali*
- SANS FRONTIERES**
17 Afrique du Sud : Le syndicalisme et la fin de l'apartheid. *Entretien avec Roger Etkind*
- 20 Brésil : le pouvoir et les responsabilités du mouvement syndical.** *Antonio David Cattani.*
- 24 Belgique : L'automne chaud d'outre-Quévrain.** *Stefan Vandenbergh*
- 31 LU ET A LIRE**
- 32 COURRIER DES LECTEURS**
- 34 AIR DU TEMPS**
Droit d'enseigner, droit du sang ? Aude Martinez

COLLECTIF vit grâce à ses lecteurs. L'acheter c'est bien, S'ABONNER C'EST MIEUX...

Et c'est surtout indispensable pour l'équilibre de la revue.

N'attendez pas, tout de suite à vos chèquiers.

(Voir le bulletin d'abonnement page 33)

A.C! : quoi de neuf ?

Les bilans autosatisfaits ont fait assez de mal à l'action syndicale pour que nous prenions garde, cette fois, à éviter le triomphalisme. Le nombre des participants à la manifestation du 28 mai (effectif honorable mais très en-deçà des mobilisations sur le C.I.P. ou la loi Falloux, par exemple) est d'ailleurs là pour rappeler à la modestie, même si, comme on sait, les traces que laisse et que laissera la marche A.C. ne se limitent pas à cette convergence d'un jour sur le pavé de la capitale.

Si l'on veut progresser, à présent, l'essentiel n'est pas de soupeser longuement le total des réussites et des insuffisances, mais de prêter attention aux aspects les plus originaux du mouvement A.C., car ce sont eux qui engagent fortement l'avenir, du moins l'avenir proche.

Ce qui d'abord caractérise A.C., c'est la diversité. D'un collectif à l'autre, ou au sein de chacun d'eux, se sont rencontrés et côtoyés des personnes, des groupes, des organisations, qui auparavant s'ignoraient. Salariés et chômeurs, bien sûr ; et parmi eux, des fonctionnaires, des travailleurs sociaux, des salariés du privé, certains pourvus seulement d'emplois précaires, des personnes avec ou sans diplômes, avec ou sans famille, avec ou sans domicile. Et puis des retraités, des étudiants, des paysans (il faut insister, par exemple, sur le rôle qu'a joué la Confédération paysanne dans le succès de nombreuses étapes de la marche, en zone rurale).

"La France est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange" : on se souvient peut-être de ce slogan, popularisé par les initiatives black-blanc-beur au milieu des années quatre-vingts. Mais ce mélange-là, celui des nationalités et des ethnies, nous n'en parlerons guère, sinon pour constater que ce n'est pas pour l'instant un trait dominant dans les collectifs A.C. Allons jusqu'au bout de ce constat, et rappelons que les attitudes individuelles de défiance ou de rejet vis-à-vis des immigrés n'ont pas été totalement absentes du mouvement, même si les textes fondateurs et les orientations de la totalité des collectifs sont très clairs à ce sujet. On a le droit d'espérer - et de bonnes raisons de croire - que les idées progresseront, dans ce domaine comme dans d'autres, à mesure que le mouvement A.C. s'élargira et s'implantera davantage, et à mesure que se mèneront en son sein les débats nécessaires.

Pour en revenir à la diversité, c'est un facteur de richesse, si l'on arrive à se parler et à s'organiser. Rude tâche, si l'on tient compte du fait que les réseaux mul-

tiples, qui sont venus constituer ce nouveau cadre d'action, ont des formes insitutionnelles et des traditions très différentes les unes des autres : syndicats, organisations paysannes, maisons de chômeurs, associations féministes, groupes antiracistes, collectifs pour le droit au logement, partis ou courants politiques, réseaux de quartier,...

Il fallait - et il faut toujours, à notre avis - qu'une coordination nationale garantisse un débat large, des échanges d'idées et d'expériences, une convergence de l'action sur certains temps forts, un soutien des collectifs les plus faibles ou les plus isolés. Mais il fallait aussi - et il faut toujours - que chaque composante d'A.C. puisse disposer de beaucoup d'autonomie : il serait absurde, et très appauvrissant, d'adopter un fonctionnement vertical, à coup de directives : qui les accepterait ? Et qui, d'ailleurs, serait en droit de les établir ? Ce dont on a besoin, au contraire, c'est d'un mode d'organisation qui permette à la fois des débats durables, des actions multiformes, et une efficacité commune. L'expérience de ces derniers mois montre que cela n'a rien d'impossible.

Voilà pour "la forme", si l'on peut dire. Reste tout de même à parler du fond. Certains ont cru voir, dans le vaste éventail de sensibilités, d'histoires individuelles et collectives, qui sont venues converger dans A.C., l'indice d'un flou politique, d'une orientation élastique, ou d'une conscience de classe à géométrie variable.

L'argument est douteux, dans son principe : on aura beau jeu de rétorquer qu'à l'inverse, l'étrécissement d'une mobilisation n'a jamais prouvé la justesse politique des objectifs...

Mais surtout, que l'on veuille bien se remettre en mémoire les principaux mots d'ordre d'A.C. : le chômage n'est, ni une fatalité à laquelle il faudrait se résigner, ni un trouble passager que la reprise viendra bientôt guérir ; les solutions fondées sur la remise en cause du droit au travail pour certaines catégories de la population, en raison de leur sexe, de leur âge, de leur niveau de formation, ou de leur nationalité, seraient injustes et dangereuses ; les formules portant atteinte aux garanties collectives et au droit du travail ne pourraient qu'aggraver les tensions sans rien résoudre ; une réduction massive et rapide du temps de travail, avec contrôle de l'intensité du travail et contrôle des embauches, doit être une composante essentielle de l'action contre le chômage ; cette réduction doit s'accompagner d'une nouvelle répartition des richesses,

afin notamment que les revenus financiers cessent de disposer des privilèges écrasants qui sont les leurs aujourd'hui, et dont ils ont abondamment bénéficié depuis de longues années ; enfin, et sans attendre, les droits immédiats des personnes sans emploi (droit à se loger, à subvenir à ses dépenses essentielles, à un environnement correct pour la recherche d'emploi,...) doivent être assurés, en particulier grâce à une représentation de ces personnes dans les instances qui décident de leur sort.

Libre à chacun d'apprécier comme il l'entend la supposée "imprécision" de cet ensemble d'objectifs. Nous préférons pour notre part insister sur le fait qu'aucun des sujets sur lesquels A.C. demeure "imprécis" (par exemple : la compensation salariale, les formes alternatives de créations d'emplois utiles, l'instauration d'un revenu minimum d'existence,...) n'est facile à régler en quelques formules toutes faites. Tous, au contraire, méritent un débat sérieux et attentif ; ces débats ont commencé, et vont se poursuivre (et, tout esprit de boutique mis à part, il est bon de se souvenir que "Collectif", qui a joué un rôle précieux dans le lancement du mouvement, demeure un cadre de réflexion pluraliste bien utile...).

Pour avoir participé à bien des discussions sur ces sujets, dans des réunions internes aux collectifs ou dans des réunions publiques, nous pouvons témoigner de l'ampleur des problèmes soulevés à cette occasion, problèmes auxquels les syndicalistes n'ont pas forcément eu beaucoup d'occasions de se confronter.

Par exemple : comment concilier l'action ou la négociation au niveau "micro" (la ville, l'entreprise, voire l'atelier ou le service,...) avec une impulsion législative d'ensemble ? Comment, à ce double niveau micro/macro, passer d'une action contre le chômage à une action pour l'emploi ?

Par exemple encore : quelle doit être la place du travail - et du hors-travail, ou du non-travail - dans la société, et quelle est l'étendue de qu'on peut appeler travail : l'emploi salarié, ou toutes les activités humaines, ou seulement celles qui comportent une dimension collective, une utilité sociale,...et qui va préjuger de cette utilité ?

Ou encore ceci : comment proposer les contours d'un nouveau mode d'organisation de la société, apte à remédier aux exclusions en même temps qu'à redonner sens au travail,...tout en tenant compte de la (longue ?) période intermédiaire qui nous sépare vraisemblablement de cette société nouvelle - période intermédiaire au cours de laquelle certaines utopies salutaires, auxquelles nous pou-

vons songer, auraient peut-être des effets désastreux à court terme : par exemple, la perspective d'une revalorisation du hors-travail ne risque-t-elle pas de renforcer immédiatement les situations de précarité, la société duale, ou la domination masculine ?

Le côtoiement, dans A.C., de catégories de population très diverses ; la vigilance vis-à-vis de toute récupération ; l'articulation entre débat et action ; la recherche de modalités très démocratiques pour la prise de décisions et leur mise en oeuvre ; l'attention portée aux rythmes de préparation des initiatives,... tout cela n'est pas seulement la condition du maintien d'un mouvement large où chacun agisse avec plaisir, c'est aussi la seule voie pour définir collectivement une autre logique de fonctionnement social.

Claire VILLIERS
Serge VOLKOFF



MARCHE AC! :

“De nos histoires personnelles, nous avons fait une aventure collective”

Cette table ronde réunit des membres du comité de rédaction de COLLECTIF qui, selon des modalités fort différentes on le verra, ont participé (directement ou dans des comités locaux) à plusieurs des marches AC!. Ce débat n’a pas la prétention d’être un bilan complet de la marche; il veut en revanche montrer comment eux, militant(e)s syndicaux, ont vécu de l’intérieur cette mobilisation nouvelle pour tous, comment ils ont réagi à cette confrontation à des situations d’exclusion rarement prises en compte par le syndicalisme, comment cette expérience les pousse à de nouvelles interrogations.

Collectif : comment chacun d’entre vous a-t-il participé à la marche ou à sa préparation ?

Louis-Marie BARNIER : j’ai participé à deux collectifs AC!, sur Orly (l’entreprise Air-France), et sur Créteil ou j’habite.

Sur l’aéroport d’Orly, ça a été très volontariste; de janvier à mai, on n’était qu’une dizaine, parfois 15-20. On a commencé par une pétition liant les problèmes du transport aérien et les questions du chômage et de la marche (35 heures sans perte de salaire, avec embauche, en liaison avec la hausse du transport aérien). Pendant 3-4 mois, on a travaillé pour accueillir la marche du Sud-Est (environ 70 per-

sonnes) sans être sûrs qu’elle aurait lieu, qu’elle passerait à Orly : le jour où ils sont réellement arrivés, ça tenait un peu du miracle. Partis d’Athis avec les marcheurs, sous un peu de pluie, on a traversé un bout des pistes, encadrés par des voitures de police, pour arriver à la Direction du Matériel : une centaine de personnes nous attendaient, ont applaudi, et ont pris un casse-croûte avec nous. Pendant trois mois, on avait préparé quelque chose de très aléatoire (l’arrivée de la marche à midi pile !), et qui a fonctionné et duré 5 minutes. Ça m’a fait très bizarre.

On avait le soutien, sur Air-Inter de la C.F.D.T. et du S.N.P.I.T. (le syndicat des personnels d’Air-Inter);



ENQUETE AU CŒUR

l'U.G.I.C.T. (l'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la C.G.T.) a fini par soutenir, et pour l'accueil de la marche, on a eu un tract intersyndical C.G.T. (d'exécution)-U.G.I.C.T.-C.F.D.T. Cet accueil unitaire était très positif. Après l'aéroport, certains marcheurs sont allés à Paris pour participer à une occupation de logement, les autres, peu nombreux du coup, ont été reçus par le maire qui avait préparé une grosse réception..., puis ont continué sur Créteil.

Sur les 70 marcheurs du Sud-Est, il y avait un gros groupe de S.D.F. ("sans domicile fixe"), avec une forte vie communautaire. L'ensemble était parfois tendu, mais le plus souvent très sympa. En fait, chacun amenait sa galère personnelle.

A Créteil, ça s'est très bien passé jusqu'à la Fac, à midi; et là le choc : les marcheurs croyaient qu'après la mobilisation contre le C.I.P. il y aurait une super ambiance pour les accueillir. Alors qu'on leur a servi un repas dans un coin isolé et que quelques étudiants seulement sont venus parler avec eux. Les autres étaient mal informés ou en train de préparer des partiels. Les marcheurs, furieux, ont décidé d'annuler le programme de l'après-midi prévu par les militants locaux, et sont retournés à l'Université où ils ont finalement pu discuter avec des étudiants. Et le soir, meeting sur Créteil qui tranchait avec les habituels meetings militants : c'était détendu et sympa.

"ce fut une "révélation" de vivre au jour le jour avec des exclus"

Catherine LEBRUN : je fais partie du collectif national AC! et j'ai donné un coup de main à la permanence. J'ai rejoint pendant trois jours la marche Sud-Est au niveau de Tonnerre et Auxerre. Pour compléter ce que dit



Louis-Marie, il me semble que c'était la marche la plus composite. Elle était formée de plusieurs groupes dont les liens de solidarité et de respect mutuel se sont forgés tout au long de la marche. D'un côté, les jeunes, étudiants ou au chômage, squatters ou S.D.F. De l'autre, des S.D.F. principalement venus de Toulon, âgés d'environ 40 ans mais paraissant plus à cause du ravage des galères. Et au milieu, si je puis dire, des individus venus marcher pour relever la tête. Des syndicalistes aussi pour qui ce fut une "révélation" de vivre au jour le jour avec des exclus et qui sont devenus des "accros" de la marche. Ce qui a été remarquable, c'est le début de resocialisation et même de stabilisation affective (des couples se sont formés au cours de la marche) qui s'est opéré.

Enfin la tenue de réunions pour décider ou dénouer collectivement des problèmes a été un véritable apprentissage ou réapprentissage de la démocratie.

René SEIBEL : pendant deux semaines, j'ai participé, en tant que militant syndical, à la marche de l'Est : de Nancy à Châlons-sur-Marne (ensuite la marche a continué sans moi), puis de Marne-la-Vallée à Paris. C'était une petite marche issue de deux marches (Mulhouse et Pont-à-Mousson) qui se sont rejointes à

Nancy et qui regroupaient 15-20 personnes; mais au départ de Nancy, il y avait trois personnes : l'un, 27 ans, cuisinier, marcheur depuis Pont-à-Mousson le 8 mai; une autre, partie de Mulhouse le 1er mai; un militant de D.A.L. (Droit au logement); plus un copain (en C.E.S.) qui nous a rejoints à Saint-Dizier, et évidemment les marcheurs "locaux" qui nous accompagnaient. Et moi qui me suis toujours senti comme un marcheur plutôt que comme un animateur d'AC! : je me suis intégré dans le groupe en marchant, et comme salarié solidaire des chômeurs et C.E.S. A Marne-la-Vallée se sont ajoutés à la marche trois personnes ayant quitté la marche du Nord suite à des tensions, plus une de Grenoble et deux de Marne-la-Vallée : on était 10.

Serge VOLKOFF : j'étais un des animateurs d'un collectif AC! de communes de Seine-Saint-Denis voisines de Paris (Aubervilliers, Pantin, Romainville, Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, et Bagnolet en partie). On s'y est mis dès janvier, en préparant l'accueil, pour le dernier jour, de la marche Nord (une trentaine de marcheurs, et ce nombre n'avait pratiquement pas bougé depuis Arras). Elle venait de Cergy-Pontoise, et on l'a prise en charge de Saint-Denis à Pantin. A la trentaine de marcheurs se



sont ajoutées pour cette journée 30 à 40 personnes de ces communes. Ce fut donc pour nous, modestement, une journée de marche avec des arrêts à la boutique des chômeurs d'Aubervilliers (récemment créée, mais ce fut une occasion de la faire connaître), puis à la mairie (un pot d'accueil), puis une rencontre avec la mission locale pour les jeunes. Et une soirée-bouffe à Pantin avec une centaine de personnes (une bonne partie de ces gens avait signé, localement, l'appel d'AC! que l'on avait fait circuler); ce fut une soirée complètement libre, on bouffait et discutait.

Michel DESMARS : j'ai fait toute la marche Sud-Ouest, de Carmaux le 6 avril à Paris le 28 mai; on était assez nombreux. A Toulouse, la marche a pris la structure qu'elle a en gros gardée jusqu'à Paris. On est partis de Toulouse à 14 : des personnes de Graulhet et d'Albi, de Foix, de Bagnères-de-Bigorre, et des toulousains. Puis se sont ajoutées au fil des étapes des personnes de Montauban, Bordeaux, Saint-Junien, Tours, Blois (des chômeurs de la marche venant de Laval), Beaugency, Orléans (de la marche venant du Puy et de Clermont-Ferrand), Pithiviers, et de la région parisienne. De 14, on est passés à une quarantaine. A ces marcheurs permanents, il faut ajouter les marcheurs des comités

locaux qui ont fait un bout de chemin, une ou deux étapes. De Carmaux à Paris, toutes nos étapes ont été préparées par des comités locaux. La participation a été parfois massive : à Saint-Pierre d'Aurillac, sur 6 kilomètres 300 personnes ont marché; à Toulouse 2 à 300 personnes ont marché (800 à la manif); à Tours une centaine, etc. Au total des milliers de personnes ont participé.

Quant au noyau, c'étaient tous des chômeurs, des S.D.F. pour quelques-uns, et un salarié retraité : des jeunes et des plus anciens, des femmes et des hommes. Tous (sauf deux) étaient de près ou de loin impliqués dans l'activité des comités préparant la marche; ils étaient sans expérience syndicale, mais quelques-uns avaient l'expérience d'une association de chômeurs. Un autre (de Beaugency) était militant syndical et au P.C.; la marche, il avait trouvé ça très chouette et voulait la faire "pour les jeunes derrière". Un autre encore était chômeur et conseiller municipal : il a marché de Pithiviers à Paris. Les plus âgés avaient connu des périodes de boulot : boulanger (puis formation de cuisine collective sans emploi après) pour l'un, réparation de péniches (puis un C.E.S. ne débouchant pas sur un travail) pour une autre, gestion d'un restaurant qui a coulé pour une autre, s'occuper de chevaux avant d'être licencié pour un autre, mécanicien

sans emploi, enseignante d'anglais n'ayant pas supporté d'enseigner et devenue chômeuse... Bref des parcours très différents, avec peu de gens passés par des grosses boîtes puis licenciés. Les situations familiales aussi étaient diverses : célibataires, mariés avec ou sans gosses.

SV : dans la marche du Nord, il y avait essentiellement des chômeurs comme dans celle du Sud-Ouest, mais beaucoup plus d'hommes que de femmes (29 sur les 34 marcheurs), et beaucoup plus de S.D.F. C'est du moins mon impression : est-ce dû au fait que, dans les contacts avec nous (les comités locaux), ils étaient beaucoup plus "visibles", créateurs d'événements que les autres ? Il y avait aussi trois anciens légionnaires, quelques jeunes d'un centre d'hébergement, une ex-travailleuse sociale sans emploi, un jeune avec C.A.P. d'horticulture (sans le moindre emploi durable, ou comme manœuvre dans le bâtiment), un batelier parlant d'une époque lointaine où il y avait encore dans le Nord une batellerie et donc du travail, un homme (la cinquantaine) ex-hébergé dans un foyer dont il avait été expulsé et qui avait rejoint la marche comme on prend le train pour venir chercher un logement à Paris (tout en ayant trouvé sa place dans la marche)... Des histoires où la D.D.A.S.S. revenait souvent : dans leur enfance, ou pour leurs enfants à eux; l'impossibilité de voir leurs enfants parfois; et une quantité de problèmes de santé. Aucun militant syndical dans ce noyau, mais il y en avait parmi les marcheurs qui les accompagnaient depuis Cergy. Deux des marcheurs (des chômeurs) étaient militants du collectif AC! de Douai. Ils étaient écartelés entre deux souhaits : faire la marche, et construire le collectif de Douai pour faire venir des gens à la manif à Paris; ils ont résolu le problème en faisant l'aller et retour tous les jours; le soir à Douai, le

ENQUETE AU CŒUR

matin dans la marche : plus la marche avançait, plus c'était difficile.

"il marche pour voir l'an 2.000 meilleur pour ses enfants et ses petits-enfants"

RS : sur la marche de l'Est, il y a eu des jeunes (vers 25 ans) et des plus vieux (plus de 50 ans), mais pas d'"intermédiaires" (sauf deux). Là aussi, tous au chômage; l'une qui travaillait dans le secrétariat n'a pas pu se reconvertir à l'informatique : depuis 8 ans elle travaille par intermittence; un autre, technicien chimiste avec un B.T.S., n'arrive à trouver que des missions; un autre, chômeur depuis 18 mois, plus âgé, marchait "pour voir l'an 2.000 meilleur pour ses enfants et ses petits-enfants". Et des S.D.F. : l'un, ancien cuisinier au chômage depuis six mois, s'est retrouvé sans domicile parce que sa femme n'a pas compris qu'il n'arrivait pas à retrouver un travail. C'était un couple (avec un enfant jeune) où les deux avaient un boulot, qui s'endette pour acheter une maison, et d'un seul coup le chômage d'un des deux entraîne la catastrophe, sa dégringolade après qu'il a été mis à la porte par sa femme. Un des jeunes avait vécu la prison (sans suivi social à la sortie), la drogue, les vols, la boisson : dans les débats, il intervenait souvent pour dire qu'il fallait éviter ça aux jeunes. Il expliquait clairement que le chômage n'est pas une maladie contagieuse, qu'il fallait parler, en parler. De façon générale, dans les débats, leur force était de savoir de quoi ils parlaient.

"leur force était de savoir de quoi ils parlaient"

Deux des marcheurs de l'Est sont venus sans être impliqués dans un collectif local : ils ont vu une affiche et

ont décidé de partir. C'est dans la marche qu'ils ont découvert la vie associative; ils ont vite compris pourquoi ils marchaient, les revendications d'AC!; très vite ils étaient capables d'en discuter clairement, par eux-mêmes, avec la presse par exemple.

Collectif : *l'ensemble donne le sentiment d'une série de cas individuels bien particuliers.*

MD : oui, il n'y avait que ça. Mais comme disait une des copines : "de nos histoires personnelles, nous avons fait une aventure collective". Un soir au départ, quand on ne se connaissait pas encore, cette copine nous a dit : "il faut expliquer qui on est, d'où on vient". Chacun a parlé de son histoire et de son parcours, mais de là est née une aventure collective. Arrivés à Paris, le groupe était homogène; trop peut-être : un soir où on devait assurer une réunion avec les marcheurs du Sud-Est, la plupart ont réagi en disant "on n'a pas grand chose à faire avec eux, on se casse..."

CL : j'étais à cette réunion. C'est surtout le Sud-Est qui avait insisté pour rencontrer les autres marches avant la manif du 28 mai. Il est évident qu'à travers cette demande, plus que légitime, se dessinait confusément une recherche d'identité des "marcheurs", une volonté d'autonomie vis-à-vis du reste d'AC!. Certes, cette démarcation pouvait paraître néfaste eu égard au caractère fédérateur du mouvement, mais je crois que la réaction d'une partie de la marche Sud-Ouest n'était pas justifiée. Tout le monde n'est pas forcément au même niveau de compréhension et d'écoute mutuelles qui doit présider à tout mouvement social naissant et qui se veut démocratique. C'est normal, et cela demande du temps, surtout lorsque les premiers concernés, les exclu(e)s, ont subi une déstructuration qui ne peut s'éradiquer en un claquement de doigts.

Collectif : *à quels types de problèmes avez-vous été confrontés ?*

MD : De Carmaux à Paris, on a fait 1.300 bornes dont 1.100 à pied, avec une camionnette-sono nous suivant partout, et des étapes entre 15 et 30 bornes par jour (20 en moyenne) avec tous les jours des réceptions par des gens du coin, des rassemblements ou manifs, des entrevues avec les municipalités, conseils généraux voire préfectures, des actions en direction des Agences pour l'emploi (des directeurs d'agence nous ont reçus), et le soir quasiment partout des débats (de 50 à 150 personnes). Les marcheurs étaient très attentifs à ce que la presse disait de la marche.

"toucher du doigt la désertification rurale"

Dans une telle expérience, les problèmes n'ont pas manqué. Des problèmes d'ordre "politique" : quelques copains vivaient un peu la marche comme le prolongement de leur histoire personnelle, et donc attachaient peu d'importance aux comités locaux et voulaient parfois remettre en cause ce qu'ils avaient décidé. Pour d'autres c'était : construire, dans la durée, un mouvement social, en tenant compte des réalités et de la mobilisation locales. Prenons un exemple : dans le Limousin et la Vienne, il avait été décidé de marcher en partie dans des zones rurales, et donc sur des petites routes et à travers des petits villages, pour toucher du doigt la désertification rurale avec des heures entières sans voir quelqu'un dans les champs. Certains copains et copines ont réagi : il y en a marre de ces petites routes, il faut prendre des nationales, on y voit plus de monde. D'où débat avec les comités locaux pour lesquels c'est une réalité incontournable et qui avaient de plus pris contact avec la télé et les maires pour passer dans ces villages. On s'est finalement ralliés au

point de vue des comités locaux : heureusement, car on était attendus. Avec des tiraillements et quelques frictions, le groupe dans sa majorité s'en est toujours tenu à l'articulation entre marcheurs et comités locaux.

Autre problème "politique" : l'importance accordée à tel ou tel type de revendications; les mesures d'urgence (et elles seules, ou elles d'abord), et les 35 heures et la réduction du temps de travail. Au début par exemple, ils se tournaient vers moi (le seul salarié...) en disant : "Michel tu présentes AC! et les revendications d'AC!, nous on parlera du reste". Mais à la fin, tous s'étaient bien approprié les objectifs d'AC!.

Autre type de problème : l'absence d'habitude de la vie collective. "La liberté, c'est on fait ce qu'on veut"; les contraintes du groupe ont entraîné des moments de friction, qui ont aussi été des moments d'apprentissage.

Il y a aussi eu des problèmes de type plus "relationnel"; par exemple, une copine, allergique aux chats, ne supportait pas le chat d'un copain. De même ceux qui fumaient et ceux qui ne fumaient pas. Il a fallu gérer ce type de question.

RS : dans l'Est, on n'a pas tout-à-fait rencontré le problème de l'articulation avec les comités locaux, parce qu'ils étaient rares sauf un peu à Nancy et Reims. On a plutôt été accueillis par quelques militants (de la C.F.D.T. souvent), ou des unions locales C.G.T. De Saint-Dizier à Vitry-le-François, des syndicalistes nous ont accompagnés. Il faut tirer un coup de chapeau aux militants de la Confédération paysanne qui nous ont bien accompagnés et aidés. Le jour de l'Ascension, des familles de paysans sont venues nous tenir compagnie et nous avons déjeuné ensemble avec des produits de leurs fermes.

Les relations entre les marcheurs ont été un peu plus simples, mais parce qu'on était moins nombreux. Deux

d'entre eux s'engueulaient cependant souvent, y compris devant les maires qui nous recevaient; il a fallu recadrer ça. En fait, les marcheurs se sont largement partagé les thèmes d'intervention; l'une intervenait sur les 35 heures, et remettait la lettre aux élus, un autre intervenait sur les mesures de réquisition de logements, et un autre sur les mesures d'urgence.

SV : les marcheurs du Nord avaient un côté "nous, on est du Nord", et une sorte de rejet de la région parisienne qui englobait aussi bien les collectifs locaux que dans certains cas les immigrés. A l'égard des collectifs parisiens, les critiques portaient sur "il n'y en a que pour eux, nous on ne nous voit plus". A quelques reprises dans la journée, la banderole "AC! 93" s'est retrouvée devant la banderole de la marche Nord. On n'y faisait même pas attention, mais pour certains d'entre eux c'était presque une petite trahison. De même on avait annoncé qu'une partie du parcours (3 ou 4 kilomètres dans une zone peu habitée) serait faite en voiture, puis on a changé d'avis, ce qui était une erreur; mais ça a été vécu presque comme une agression par certains des marcheurs. En fait tous les pépins d'organisation (et il y en a eu...) étaient vécus comme malintentionnés, et souvent de simples suggestions vécues comme de petits rapports de

force imposés. On a parfois eu l'impression que les marcheurs englobaient les animateurs d'AC! dans la grande confrérie des assistantes sociales, des éducateurs, voire des flics et gardiens de prison, bref ceux qui se sont "occupés" d'eux à un moment ou un autre.

Une autre coupure était nette : nous, AC!, on était des marcheurs contre le chômage, eux étaient des marcheurs contre l'exclusion. Un toit d'abord, si possible un emploi après, quant aux 35 heures ils n'en ont pas parlé.

Le plus sympa ce fut le repas du soir, une soirée non préparée, détendue, où certains d'entre eux ont chanté (des chansons du Nord). Ce fut leur meilleur souvenir de la journée parce qu'ils ne se heurtaient pas à un espace construit, un projet politique.

"leur discours était simplement radical"

LMB : à Orly, quand on s'est trouvés face aux 70 marcheurs, ça nous a fait bizarre; il y avait des gens très différents (ceux dont vous avez déjà parlé, mais aussi des syndicalistes, étudiants, paysans). Comment en très peu de temps les distinguer ? Comment gérer la galère de chacun ? Par exemple deux marcheurs étaient séropositifs, il fallait leur trouver des médicaments, et on a pu mesurer que



pour des S.D.F. (des marcheurs ne voulant pas être hospitalisés : ils voulaient marcher) c'était d'une complexité !

En revanche, leur discours, face par exemple au représentant du préfet, était rodé, bien construit, et simplement radical : c'est pas normal qu'il y ait des gens de plus en plus riches et que nous on soit à la rue. C'était d'emblée à ce niveau : la société ne peut pas continuer comme ça. On s'est donc retrouvés avec des gens qui disaient beaucoup plus que ce qu'on prévoyait. Et tout ça s'accompagnait du rejet de Paris et du national, parce que le national c'est les syndicalistes qui avaient une idée du chômage qui n'était pas la leur. "Toi tu présentes AC!, et après, nous, on présente nos revendications". C'est aussi une vision d'AC! comme organisation qui disposerait de gros moyens qui devraient être à leur service.

"la société ne peut pas continuer comme ça"

Collectif : la revendication de mesures d'urgence n'était effectivement pas présente au début dans la démarche d'AC!

MD : on s'en est sérieusement préoccupés aux Assises d'AC! en janvier, et dans les marches on l'a portée tout de suite; on remettait aux maires et conseillers généraux un texte présentant des mesures d'urgence à présenter au conseil municipal : sur le logement, le transport, la santé, la culture, et les moyens matériels et financiers pour les associations de chômeurs. Plus un engagement à soutenir la manif à Paris et à financer la montée à Paris.

SV : je pense qu'au tout début il était correct de notre part de ne pas inclure faussement dans la plate-forme des

revendications d'urgence à élaborer en liaison avec des chômeurs. Mais on avançait la nécessité d'une prise en charge ensemble des droits des chômeurs et de la défense de leur vie quotidienne; le principe était là, le contenu précis est à formuler avec eux. Et, la marche étant passée, on retrouve maintenant ces questions-là : comment s'organiser pour que les droits des chômeurs soient défendus ?

"comment s'organiser pour que les droits des chômeurs soient défendus ?"

CL : au départ, AC! s'est construit contre le chômage, ensuite contre l'exclusion, enfin contre le chômage et les exclusions. Rétrospectivement je pense que cette évolution est évidente. Si notre projet était de rassembler salariés et chômeurs, syndicats et associations, et si nous posions le problème du chômage comme un problème de société, et non relevant du strict domaine syndical et de l'entreprise, il était logique d'aboutir à ce que la totalité de ses conséquences soit posée. De plus je crois que nous devons considérer comme positive la place prise par les mesures d'urgence; cela signifie que nous avons commencé de retisser les liens sociaux avec les plus démunis d'entre nous.



Collectif : sur le logement, la bouffe, l'hygiène, est-ce qu'il y a eu des tensions pendant la marche ?

MD : sur le Sud-Ouest, assez peu, grâce au travail des comités locaux.

Pour la bouffe il y a eu des difficultés au début, parce qu'on en a eu vite assez des repas froids, charcuterie plus chips. Pour l'hébergement, les quelques problèmes se sont posés dans des foyers avec des règlements stricts, et où les conditions de vie et de logement sont peu reluisantes. Les douches aussi, c'était fondamental : pouvoir se laver.

SV : pour le bilan tiré par les marcheurs du Nord de leurs conditions d'hébergement, un critère essentiel était : est-ce qu'on a veillé à notre fatigue ? Est-ce qu'on nous a ou non fatigués pour rien à certains moments ? Ils acceptaient facilement le fait que les moyens dont disposaient les collectifs variaient beaucoup, mais ils critiquaient vivement tous ceux qui les avaient fatigués inutilement : pas de kilomètres pour un débat foireux avec trois clampins, pas de discussion prolongée tard le soir pour rien, etc. De même, un bon maire est celui qui fait un discours court. C'est presque un rapport de travail : est-ce qu'on m'exploite ?

Collectif : et les rapports hommes/femmes ?

SV : il y avait plus d'hommes que de femmes; et de la part de plusieurs d'entre eux, par diverses attitudes et divers moyens, des recherches pour nouer des relations, de quelque ordre qu'elles soient, avec les femmes relativement nombreuses des collectifs d'accueil.

CL : la plupart du temps, le groupe n'aimait pas être séparé pour l'hébergement. Mais à Auxerre, les couples ont voulu dormir dans un F.J.T. séparément du groupe, afin d'avoir un peu d'intimité. Serge a raison : les collectifs locaux étaient plus féminisés que les marches. On peut expliquer cela par le fait que les femmes sont davantage "coincées" par les enfants et ne

peuvent prendre la route du jour au lendemain. Quant à leur forte présence dans les collectifs, on peut penser que l'appréhension globale des problèmes leur convient mieux qu'une parcellisation de ceux-ci. Les femmes ne se "découpent" pas en femmes d'un côté, salariées ou chômeuses de l'autre. En ce qui concerne le collectif national, comme partout ailleurs, les copines de la commission femmes AC! ont dit être vigilantes pour que la dimension femmes ne soit pas oubliée dans le matériel, journal, revendications...

MD : les jeunes marcheurs essayaient souvent de draguer, et participaient tard aux soirées d'accueil; ils se sont rarement couchés avant 1 heure du mat. Au fur et à mesure de la marche et de l'homogénéisation du groupe, l'hébergement chez l'habitant a été en gros refusé. On a cependant logé chez l'habitant dans un village (Chilleurs-les-bois) avant Pithiviers, après une soirée très sympa et simple (sur 1.200 habitants, 120 étaient au débat le soir, le tout organisé par la Confédération paysanne).

A deux reprises, on a eu un débat sur le fric récolté grâce aux ventes; fallait-il l'utiliser pour acheter des cigarettes et se payer un canon ? A partir de Blois, on a acheté des cigarettes mais tous les trois jours seulement. La lessive et l'achat des journaux étaient financés par le groupe.

CL : la gestion de l'argent n'est pas évidente, mais le problème est que ce fric est à la fois collectif et individuel, puisque la plupart n'ont pas le sou.

RS : le retour au boulot, après la marche et l'expérience collective et humaine très riche qu'elle représente, a été dur. Je comprends les marcheurs qui ont eu du mal à repartir.

LMB : même chose pour ceux qui n'ont pas fait la marche, mais l'ont préparée et accueillie; on a ressenti de

la frustration, on aurait voulu être dedans.

Collectif : *quel bilan pouvez-vous tirer des relations avec le monde des entreprises ?*

SV : pour ce que j'ai vu de la marche du Nord, rien.

MD : pour nous aussi dans la région parisienne, peu. Mais à Toulouse, on a été accueillis dans une boîte occupée (ABG Semca), en lutte contre des licenciements : ça s'est très bien passé et des copains ont mieux intégré la revendication des 35 heures. Et il y a eu d'autres rencontres, entre autres avec des syndicalistes qui organisaient l'accueil : à Bordeaux, à la S.N.P.E. et à la S.P.E. Il y a aussi eu des échanges avec des élus locaux ex-militants syndicalistes (de la S.N.C.F. par exemple). Sans oublier la Confédération paysanne dont on a déjà parlé. Bref, les marcheurs se sont frottés au milieu syndical et à certaines boîtes en lutte ou non. C'est positif : des jeunes du groupe ont posé des questions sur la C.G.T., la C.F.D.T., les scissions. Ils ont suggéré pour AC! l'organisation de formations. Ils ont aussi vu que le monde syndical était composé de réactions, d'orientations différentes, (même au sein d'une même organisation : la présence de la C.G.T. par exemple était parfois remarquable et ouverte, et d'autres fois quelque peu envahissante).

"les marcheurs se sont frottés au milieu syndical"

RS : en arrivant à Saint-Dizier, on a appris que 250 emplois devaient être supprimés dans une boîte (Case-Poclain). La réaction d'aller les soutenir a été immédiate. Mais sinon, pas grand-chose.

LMB : il reste aussi des traces dans

l'autre sens. Dans des débats syndicaux à Orly, il a été fait référence à la marche et aux questions qu'elle soulevait. Mais on avait préparé l'arrivée de la marche, sans pour autant réunir des foules.

SV : nous, pour 10.000 tracts distribués, ne sont en gros venus à la soirée d'accueil que des gens que l'on connaissait déjà.

MD : il y avait de l'intérêt et de la sympathie, mais souvent pas plus; on est dans une phase de sensibilisation, pas encore de mobilisation. En revanche, le boulot fait à payé dans le Sud-Ouest : on le mesure par la montée (de chômeurs surtout) à Paris pour la manif, et les discussions locales après la marche.

CL : je crois surtout que nous ne mesurons pas encore ce que nous avons déclenché avec AC!. Ce mouvement répond indéniablement à une attente, une angoisse face à la déchirure sociale profonde, à la recherche de solutions réelles, et à un besoin de solidarité et de fraternité. L'émotion des marcheurs sur le parvis de l'Opéra-Bastille était extraordinaire. Rien que pour cette minute-là, nous avons eu raison de nous lancer dans cette aventure.

LMB : on mesure aussi l'écart entre notre discours et celui des chômeurs et exclus,

SV : et le travail qui nous attend pour tirer un bilan complet d'une telle expérience.

**Propos recueillis par
André CHAMEAU**